



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 16 - vendredi 20 novembre 2009

Dans ce numéro :

- Après la rupture du Front de gauche, une nouvelle étape pour le NPA
- L'avenir du syndicalisme, un syndicalisme de lutte de classe
- Sommet de Copenhague : pas de solutions techniques à la crise climatique hors du contrôle démocratique par la population

Après la rupture du Front de gauche, une nouvelle étape pour le NPA

Le Front de gauche a donc rompu les discussions unitaires avec le NPA. Il n'y aura pas pour les prochaines élections régionales de listes rassemblant les antilibéraux et les anticapitalistes. Le point de rupture avancé et revendiqué par les dirigeants du Parti communiste, du Parti de gauche et de la Gauche unitaire définit sans ambiguïté leur politique : il n'est pas question pour eux d'envisager une autre orientation que celle qui vise à la constitution de majorités de gestion de toute la gauche dans les conseils régionaux. Et cela dans la continuité des majorités sortantes dirigées par le PS dont il est bien difficile de différencier la politique de celle de la droite.

Il ne pouvait être question pour le NPA d'accepter de s'inscrire, d'une façon ou d'une autre, dans une telle orientation. Il ne pouvait être question de négocier l'indépendance vis-à-vis du PS et des institutions, le refus de participer à une nouvelle mouture d'union de la gauche au niveau des régionales, le refus de brader les intérêts des classes populaires pour constituer des majorités de gestion de toute la gauche. Le Front de gauche a considéré ce refus comme un point de rupture. Dont acte.

Il aurait été possible de réaliser l'unité des antilibéraux et des anticapitalistes à condition que les premiers ne sacrifient pas ce qu'ils disent être leur programme à des combinaisons parlementaires. Cela n'a pas été le cas. C'était écrit dans le grand livre de l'histoire ? Non, rien n'est écrit par avance et nous avons eu raison de tenter d'œuvrer au regroupement des antilibéraux et des anticapitalistes pour porter les exigences des travailleurs et des classes populaires.

La situation politique rendait l'unité et nécessaire et possible

Nécessaire pour changer les rapports de force en particulier en œuvrant à la convergence des luttes. Il est clair que les premières tentatives de généralisation qui se sont faites et se font à partir des luttes contre les licenciements dans les entreprises des équipementiers de l'automobile se sont heurtées à des limites qui renvoient au niveau de conscience et d'organisation non seulement des travailleurs mais aussi, pour une part, des équipes militantes. Travailler à la préparation d'un mouvement d'ensemble ne saurait se limiter à un volontarisme politique mais passe par une agitation et une propagande la plus large possible autour des exigences des travailleurs et des classes populaires face à la crise. Utiliser la tribune des élections dans ce but est indispensable. Il serait erroné de flatter des préjugés a- ou antipolitiques qui existent parmi bien des militants ouvriers aussi compréhensibles que soient ces préjugés. Nous combattons les préjugés réformistes qui séparent luttes syndicales et lutte politique, limitée au terrain institutionnel, mais nous ne sommes pas des « économistes », pour reprendre l'expression de Lénine, qui limiteraient la lutte des travailleurs au terrain de l'usine, au terrain social. La préparation d'un mouvement d'ensemble exige un travail... politique qui n'a aucune raison de tourner le dos au cadre électoral ni de craindre d'utiliser des institutions bourgeoises. Préparer un mouvement d'ensemble, c'est œuvrer à changer le rapport de force politique. Les luttes, la grève sont une arme déterminante mais pas unique.

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

Face à l'offensive politique de la droite et du patronat et aux capitulations de la gauche libérale, il était juste et nécessaire d'explorer les possibilités d'unir les forces qui disent vouloir résister à cette offensive, la combattre.

L'évolution de plus en plus à droite du PS, sa recherche d'alliance avec le centre droit de Bayrou pouvaient aussi contribuer à créer les possibilités d'un front unique avec les antilibéraux. Il était légitime de miser sur le fait que le PC sous l'influence de son nouvel allié, le Parti de gauche, pouvait envisager de se détacher du PS pour réellement et sérieusement se battre pour tenter de changer les rapports de force au sein de la gauche et, en conséquence, de prendre son indépendance vis-à-vis du PS ne serait-ce que le temps de ces élections. Et du même coup rechercher l'alliance avec le NPA ou au moins de l'envisager sérieusement. Le nombre de listes autonomes du PS qu'envisage le PC avant même le vote des militants en est la démonstration, expression d'une pression à gauche de ses militants. Mais cette pression ne suffit pas à obliger le PC à rompre avec sa politique d'union de toute la gauche, avec sa dépendance au PS.

Une telle alliance, par delà les désaccords de fond entre antilibéraux et anticapitalistes, aurait pu répondre aux besoins du mouvement ouvrier. Une alliance démocratique laissant la liberté d'expression à ses différentes composantes aurait été un moyen de combattre l'offensive de la droite et du patronat avec plus de force. Elle aurait été aussi un moyen d'échanger, de débattre entre les différentes composantes, d'entraîner, de créer une réelle dynamique mobilisatrice qui n'aurait pas manqué de se répercuter sur les luttes. De cela, le PC et le PG n'en ont pas été capables, limitant leur horizon politique aux luttes de places et de postes, à la défense de leurs intérêts d'appareil.

Le rêve de Jean Luc Melenchon de construire un Die Linke à la française perd un peu plus de crédibilité. Passer du rêve à la pratique aurait au moins exigé d'affirmer sa capacité à définir une politique et à exister indépendamment du PS. Même cela, ils ne l'ont pas osé !

Pour notre part, nous étions disponibles à explorer la possibilité de constituer un front durable qui n'aurait pas eu pour seul but les élections mais qui aurait exploré les possibilités d'actions communes sur le terrain des luttes et des mobilisations. Nous n'avions aucune raison de le craindre à partir du moment où nous sommes capables de préserver notre indépendance politique, notre liberté de parole, en un mot d'agir pour l'unité en faisant vivre la démocratie. Trop longtemps le mouvement ouvrier a vécu sous la domination des appareils social démocrate et stalinien pour qu'aujourd'hui, alors que la crise de ces appareils ouvre des possibilités de discussions, nous nous replions sur nous-mêmes en tournant le dos à nos propres responsabilités : faire vivre la démocratie, la mettre en œuvre, contribuer à créer les conditions d'échanges.

Nous ne voulons pas faire un Die Linke à la française mais un parti anticapitaliste et révolutionnaire

Cela ne veut pas dire, bien évidemment, reprendre à notre compte la stratégie du PG pour construire un parti du type Die Linke. Pour la grande majorité du NPA la politique d'unité s'accompagne d'une pleine indépendance de notre parti. Le front unique suppose la pleine liberté de chaque composante pour défendre ses propres orientations, perspectives, objectifs. La campagne pour le Non au référendum de 2005 en a été une illustration. La LCR, à l'époque, avait su garder sa pleine indépendance malgré, au départ de la campagne, une certaine confusion.

Il est clair que les révolutionnaires seront impuissants à construire ne serait ce que l'ébauche d'un parti si nous ne sommes pas capables de prendre les risques d'une telle politique. Les risques, oui, car bien sûr il y a des risques. Les risques de subir les pressions opportunistes qui plaident pour l'unité pour l'unité, les risques de pressions gauchistes qui se nourrissent des faiblesses et hésitations, des difficultés. Mais il n'y a pas d'autre réponse à ces risques que de s'investir dans la bataille, que d'avoir confiance dans les militants, les travailleurs pour ensemble faire l'expérience, mener la bataille, contribuer à ce que le parti lui-même gagne en force, en indépendance politique, en capacité d'intervention, en confiance.

Cette bataille n'est pas finie. L'échec des discussions pour les régionales apporte des clarifications politiques dont chacun devra tirer les enseignements, les conclusions, mais il ne ferme nullement la porte de l'unité.

Nous gardons le souci de construire l'unité du monde du travail sur des bases d'indépendance de classe autour des exigences vitales des travailleurs. Nous entendons continuer d'œuvrer à l'unité pour les luttes par-delà les échéances et rivalités électorales et en premier lieu l'unité des anticapitalistes dont Lutte ouvrière.

L'unité pour transformer le rapport de force entre le gouvernement, le patronat et les travailleurs

Unité pour faire face aux attaques de la droite et du patronat, unité syndicale, unité autour des entreprises en lutte, unité sur le terrain politique y compris celui des élections, la question est diverse et complexe et ne peut recevoir de réponse toute faite. Elle suscite des espoirs dans une situation où la pression économique, sociale, politique des classes dirigeantes est extrêmement forte. Des désarroi aussi face aux renoncements accumulés de la gauche antilibérale qui provoque une légitime révolte. Mais cette révolte doit s'armer d'une politique vis-à-vis de l'ensemble des travailleurs pour aider au regroupement des forces du monde du travail. D'où l'importance des discussions actuelles qui participent d'une indispensable politisation.

Notre politique ne peut se limiter à l'affirmation de notre propre programme sans chercher à convaincre, à entraîner en ayant une politique vis-à-vis des autres forces qui disent vouloir combattre les effets dévastateurs de la crise et défendre les intérêts des travailleurs et des classes populaires. Ces forces ne sont pas anticapitalistes, la belle évidence ! C'est bien pourquoi nous devons avoir une politique vis-à-vis d'elles. Cette dernière ne saurait se contenter de leur demander de reprendre notre propre programme, elle vise à définir ce que nous pourrions défendre ensemble malgré les divergences de fond qui nous séparent.

Pour les militants qui se réfèrent à l'histoire du mouvement communiste révolutionnaire, au trotskisme, la recherche du front unique est un souci constant. Elle part de l'idée que la classe ouvrière est hétérogène tant socialement que politiquement et que pour s'adresser aux travailleurs influencés par les illusions réformistes il ne suffit pas de dénoncer ces illusions, il faut chercher, à chaque étape, les points de convergence, les terrains d'action communs à la fois pour entraîner, mobiliser et convaincre, travailler à l'émergence d'une conscience de classe à travers l'action et la confrontation politique. Cela, nous le faisons de fait quotidiennement en particulier dans la lutte syndicale, dans les associations... En permanence, dans l'activité quotidienne, nous faisons des « *compromis* » pour mobiliser, agir ensemble, développer les luttes à partir du niveau de conscience des travailleurs. A chaque étape, nous cherchons à aller le plus loin possible en aidant au mieux à la prise de conscience des intérêts collectifs qui unissent les opprimés.

Personne ne niera que dans cette politique le NPA a pu connaître des faiblesses, des hésitations mais faut-il encore savoir de quel point de vue on discute de ces faiblesses. Il n'y a pas de parti sorti tout armé de la cuisse du Jupiter de la révolution, un parti se construit, s'aguerrit à tous les niveaux de responsabilité en s'engageant dans les batailles nécessaires, en étant capable à chaque étape de faire les bilans quand le temps des bilans est venu, de corriger le tir, de savoir sauvegarder son unité dans les moments les plus difficiles.

Le processus de construction du parti dont le monde du travail a besoin connaît une nouvelle phase, difficile mais riche de possibilités si nous sommes capables de nous réunir sur l'essentiel. Cela ne veut pas dire taire les points de désaccords, ni marcher comme un seul homme, mais savoir mener nos débats pour unir notre propre parti, renforcer sa cohésion, sa conscience politique. Il s'agit de dégager ensemble les enseignements de la bataille que nous venons de mener pour collectivement renforcer notre cohésion autour des axes fondateurs du NPA en tant que parti des luttes sociales et politiques en rupture avec le social-libéralisme, parti pour la transformation révolutionnaire de la société. Il ne manque pas d'oiseaux de mauvais augure pour nous promettre isolement et échec. Bien au contraire, c'est en défendant, en mettant en œuvre une politique unitaire préservant notre indépendance de classe que nous pourrions nous enraciner sein du monde du travail. Une nouvelle étape commence. Elle exige de tirer les enseignements des discussions avec les antilibéraux pour renforcer le NPA afin qu'il reprenne l'offensive, se mobilise pour devenir réellement un parti enraciné dans le monde du travail, instrument des luttes des travailleurs, de leur émancipation, de leur unité autour de leurs propres exigences et perspectives, un parti démocratique, révolutionnaire.

Yvan Lemaitre

Au sommaire

L'avenir du syndicalisme, un syndicalisme de lutte de classe

Wall Street vient de franchir un nouveau sommet annuel, tout comme les sociétés financières en France, dont le chiffre d'affaires a progressé de près de 15 % sur le dernier trimestre. « *Les banquiers pavoisent* » titrait *le Monde*, car la spéculation repart à plein régime, alimentée par les largesses des Etats.

Mais la crise, elle, se renforce dans les principaux secteurs de l'industrie : d'après l'INSEE, ce sont 400 000 emplois qui ont été détruits en un an et demi ! La facture est lourde pour le monde du travail et le gouvernement vient encore l'aggraver par les coupes sombres dans les services publics, l'école, la santé... Pour donner de l'autre main encore plus de cadeaux au patronat comme la suppression de la Taxe professionnelle.

Face à une telle situation, préparer une riposte d'ensemble, un affrontement face aux classes dominantes qui font payer leur crise à toute la population, est une urgence criante. Mais les directions des grandes confédérations syndicales restent passives, sans la moindre initiative qui puisse aider à faire converger la révolte et les luttes.

La dernière rencontre intersyndicale fin octobre a abouti à... un courrier aux parlementaires ! La question de la mobilisation contre la privatisation de la poste n'a même pas été abordée, alors qu'une grève est appelée le 24 novembre à la Poste, tout comme dans l'Education nationale contre les suppressions de postes.

Tout cela renvoie au gâchis des mobilisations de cette année : des millions de salariés dans les rues le 29 janvier, 3 millions le 19 mars, en même temps que des luttes radicales éclataient dans les premiers secteurs frappés par la crise (sous-traitance automobile)... et aucune initiative pour organiser concrètement la convergence des luttes que beaucoup attendaient.

Cette question est en débat dans toutes les organisations syndicales où se tirent les bilans des mobilisations de cette année face à la crise et de la dérobade des directions des grandes confédérations. Comment construire un réel rapport

de force vis-à-vis du patronat et du gouvernement, c'est-à-dire comment préparer l'indispensable affrontement avec le pouvoir ?

Le 49^{ème} congrès de la CGT qui va se tenir en décembre témoigne de ce mécontentement qui remonte contre la politique de la direction. Même si tout est fait pour verrouiller les débats, les critiques se font entendre. Dans ce contexte, la candidature de JP Delannoy, qui regroupe plusieurs oppositions au sein de la CGT, a l'audace de poser ouvertement la question d'une autre orientation à celle du syndicalisme d'accompagnement des mauvais coups : celui de défendre une politique de lutte de classe.

Thibault lance lui-même le débat

Interpellé dans le Monde sur cette candidature, Thibault répond : *« la question n'est pas de savoir si la CGT est ou n'est pas anticapitaliste : la CGT combat l'exploitation capitaliste. (...) Ce que veulent les salariés, c'est un syndicat utile pour améliorer leur sort ici et maintenant. Un syndicat composé d'une avant-garde éclairée serait marginalisé par la grande majorité des salariés et donc inefficace ».*

Comme si l'anticapitalisme était une question de posture idéologique abstraite et dogmatique. Mais l'anticapitalisme est le produit même de la lutte de classe que le patronat et le gouvernement mènent consciemment pour sauver leurs profits et leurs actions en bourse. Dans une telle situation, améliorer la situation immédiate, concrète, de l'ensemble des salariés signifie la construction d'un vrai rapport de force. C'est cela qu'ont justement refusé les directions des grandes confédérations syndicales en restant dans le cadre du « dialogue social » de Sarkozy.

Et Thibault le revendique : *« Parmi les critiques, nous entendons que la négociation avec le chef de l'Etat et le gouvernement serait par principe impossible. Cela signifie-t-il qu'il faut attendre un changement politique ou de société pour que les négociations soient envisageables ? (...) Compromis ne veut pas dire compromission. Il reflète un rapport de forces à un moment donné ».*

Mais de quelles « négociations » s'agit-il, de quel rapport de force, quand les directions syndicales participent à des « consultations » à froid avec le pouvoir qui ne sont qu'un jeu de dupes ? Depuis des années, ces soi-disant négociations n'ont servi qu'à entériner les reculs voulus par le gouvernement sur le fond. Au lieu de s'opposer clairement à ses contre-réformes, comme sur les retraites, la santé, etc., les directions syndicales ont participé à toutes sortes de « consultations » dont la seule fonction était de démobiliser les salariés.

Le débat est bien celui de la construction du rapport de force et des voies et des moyens pour y parvenir. Dans le texte d'orientation pour le congrès, le terme revient d'ailleurs plusieurs fois, mais avec une lecture bien particulière : *« la conquête des droits des salariés, de la démocratie sociale de transformations sociales nécessite la construction et le renforcement d'un rapport de forces durable. C'est tout le sens des efforts réalisés par la Cgt pour contribuer à la constitution d'un front uni des organisations syndicales, à tous les niveaux ».* En clair, les journées éparpillées et sans lendemain ne posent aucun problème, ce qu'il faut, c'est l'unité de l'ensemble des syndicats sur la base la plus consensuelle... Ce n'est sûrement pas cela qui fera reculer le gouvernement ou le patronat.

Le « rapport de force durable » est mis à toutes les sauces pour expliquer qu'il n'y aura rien sans « syndicalisation ». Pour la direction confédérale, l'objectif, c'est le nombre de syndiqués, les scores des prud'hommes, et le cadre de la loi sur la représentativité qui comptent avant tout pour pouvoir « négocier » des accords !

Mais le rapport de force, il est avant tout social et politique. Il ne peut se construire qu'au travers des luttes, en légitimant les exigences du monde du travail et en s'en prenant à ceux qui parasitent l'ensemble de l'économie. Le rapport de force qui est à construire, c'est celui qui imposera l'interdiction des licenciements en contestant le droit des patrons de faire ce qu'ils veulent ou l'augmentation générale des salaires.

Mais pour cela, il faut reprendre l'offensive en défendant largement les idées de la contestation de l'ordre établi, de la lutte collective, de la convergence, c'est-à-dire les idées de la lutte de classe à l'inverse de la politique des directions des grandes confédérations qui conduit à accompagner les mauvais coups.

Cela passe par l'affirmation de revendications unifiantes, à partir des exigences et des besoins de l'ensemble du monde du travail face à la crise : le refus des suppressions d'emplois et l'interdiction des licenciements, le partage du travail entre tous, un CDI pour tous, pour lutter contre les ravages des destructions massives d'emplois menées par les patrons et l'Etat. Pas de revenus inférieurs à 1600€ net et augmentation de 300 € net des salaires pour rattraper les pertes cumulées sur le pouvoir d'achat depuis des années. Alors que le gouvernement prépare ses mauvais coups sur les retraites, retour aux 37,5 annuités pour tous, public et privé.

Construire le rapport de force social, en rompant le dialogue social, en donnant confiance dans la lutte

Comme le dit le texte d'appel pour la candidature de JP Delannoy : *« Pour gagner, il est indispensable de construire le rapport de force nécessaire à la convergence des luttes et à la concrétisation du « Tous ensemble ! » dans la grève générale ».*

La grève générale ne se décrète pas artificiellement, bien évidemment. Mais avoir une stratégie de construction d'un mouvement d'ensemble, une réelle politique qui permette la coordination des entreprises en lutte ainsi que la

convergence au travers de journées interprofessionnelles, est une urgence pour un mouvement syndical qui veut combattre l'exploitation capitaliste.

Cette question si importante est absente des textes d'orientation du congrès. Face à la crise, il s'agit pour la direction, d'avancer des « propositions », comme le Nouveau statut du travail salarié qui évite la question de l'indispensable lutte à mener contre les licenciements aujourd'hui.

Sous les coups de la crise, un renouveau syndical est en train de s'opérer, contestant l'adaptation aux contre-réformes du gouvernement et affirmant toute la légitimité des idées du syndicalisme de lutte de classe.

La candidature de JP Delannoy est un fait politique qui porte le débat publiquement au sein de la CGT, comme en témoignent les articles de presse qui interpellent Thibault sur la question. Tout cela révèle les ruptures qui s'opèrent. Des militants en ont assez, veulent une autre politique et le disent. Les militants anticapitalistes et révolutionnaires sont partie prenante de cette bataille qui n'est pas une question de personne mais une question d'orientation. Cette orientation, c'est celle de la convergence des luttes, qui se construit à la fois par en bas et par la contestation consciente de la politique des confédérations engluées dans l'impasse du dialogue social avec le gouvernement.

Ce débat et cette question d'un renouveau des idées de la lutte de classe se posent dans l'ensemble du syndicalisme. Réunis mardi à une conférence de presse, les dirigeants du G8 syndical ont donné leur vision de l'avenir du syndicalisme. Pour la plupart d'entre eux, le principal problème est la faiblesse des rangs syndicaux : trop peu de syndiqués, trop peu de jeunes et une inquiétude certaine sur les prochaines vagues de départs à la retraite. « *Nous sommes le pays de l'OCDE avec le plus faible taux de syndicalisation* » déplore la CGC, même si Thibault rappelle que malgré cela, c'est en France qu'il y a eu les plus fortes mobilisations cette année. Plus préoccupés par des intérêts d'appareil, bouleversés avec la loi sur la représentativité et les calculs de recomposition syndicale qui commencent à se faire, les directions des grandes confédérations avancent leur projet d'un syndicalisme encore plus intégré à l'Etat et à cette société.

Mais l'offensive que mènent les classes dominantes exige une toute autre perspective. La lutte menée par le patronat et l'Etat est sans merci comme on peut le voir aujourd'hui à PSA : après avoir touché 3 milliards de subventions publiques, après s'être félicitée de meilleurs bénéfices que prévus (augmentation de la production de 30 % par rapport au dernier trimestre 2008), la direction de PSA annonce un plan de 6000 suppressions d'emplois et licencie les salariés intérimaires !

Leur cynisme et leur rapacité n'ont pas d'autre limite que les luttes des travailleurs. L'avenir, c'est celui d'un syndicalisme combatif et démocratique, contrôlé par les travailleurs eux-mêmes, osant contester le droit des patrons à faire ce qu'ils veulent, le pouvoir de la propriété privée capitaliste.

Laurent Delage

[Au sommaire](#)

Sommet de Copenhague : pas de solutions techniques à la crise climatique hors du contrôle démocratique par la population

Derrière les grandes déclarations hypocrites qui se multiplient, à quelques semaines du sommet sur le climat de Copenhague qui se tiendra en décembre prochain, se profilent avant tout une nouvelle fuite en avant libérale vers la marchandisation de la nature, de nouvelles perspectives de spéculations sur les droits à polluer, sur le prix du carbone, de nouvelles formes de pillage impérialistes, de remises en cause des droits des peuples.

L'inflation d'arguments scientifiques faussement objectifs sert avant tout d'argument d'autorité pour imposer des solutions prétendument écologiques. Que ce soit des techniques « écologiques » comme les agro-carburants ou des mesures économiques comme la taxe carbone, ce sont autant de tentatives pour sauver un système capitaliste mondialisé en crise et de nouvelles attaques contre les classes populaires.

Un débat sur des choix techniques écologiques...

Face à la crise climatique, se laisser enfermer dans une discussion sur des choix techniques, que les seuls arguments scientifiques devraient trancher indépendamment de la question sociale et politique, est un piège et une impasse dans laquelle s'est mise toute une partie du mouvement écologique. Outre que cela revient à dédouaner les classes dominantes de leur responsabilité dans les ravages sociaux et écologiques entraînés par la mondialisation, cela conduit surtout à ne chercher de solutions que dans le cadre de ce système. D'où la tendance à ne poser le problème de la crise écologique qu'en terme de changement technique, de changement des comportements individuels, pour au final s'en remettre au bon vouloir des dirigeants du monde... et du marché.

Pour certains courants écologistes, la crise climatique serait devenue une question tellement urgente qu'elle mériterait un traitement particulier, avec des solutions « techniques » propres... et cela en laissant le plus souvent de côté la question

du rapport de force entre les classes pourtant indispensable pour imposer d'autres choix économiques. Cette indifférence à la question sociale en conduit certains à faire du progrès, du développement, de la technique, un problème en soi. Du fait du caractère fini des ressources de la planète, le développement des sociétés humaines serait le problème fondamental, dépassant les questions sociales et politiques. C'est un raisonnement dangereux car, poussé jusqu'au bout, il peut nourrir une démagogie populiste, réactionnaire, contre le progrès des sciences et des techniques rendus par eux mêmes responsables de la crise écologique et ouvrant la porte à des dérives antidémocratiques obscurantistes.

Un tel raisonnement évite surtout de poser la question du cadre des rapports sociaux dans lequel sont utilisées les techniques, sous le contrôle de quelle classe, dans le cadre de quel type d'économie, pour quel type de production, et donc selon quels critères économiques... Une technique ou une source d'énergie n'ont pas de caractère bon ou mauvais en soi, tout dépend des choix qui sont faits, en fonction de quelle priorité, les profits ou la satisfaction des besoins humains, le productivisme sans limite ou la prise en compte de l'impact sur l'environnement.

Que le capitalisme n'ait pu se former et se développer que grâce au développement des techniques permettant une transformation radicale des conditions de production ne fait pas de ces techniques les responsables de l'impasse dans laquelle le capitalisme en enfermé la société humaine. C'est bien leur utilisation à outrance dans le cadre d'une économie capitaliste, productiviste parce que n'ayant comme but que la recherche du profit et comme aiguillon la concurrence, qui a conduit à la généralisation de l'exploitation des hommes et aux ravages de l'environnement jusqu'au changement climatique actuel.

Le productivisme tout aussi aberrant des pays dits du « socialisme réel » n'est pas non plus la conséquence d'un caractère néfaste en soi de la technique qui aurait été dans ces pays le produit de la croyance en la possibilité d'un développement illimité des forces productives. Ce productivisme n'était que la conséquence de choix économiques bureaucratiques faits par des régimes dictatoriaux dans leur concurrence économique et politique avec les puissances impérialistes. Au productivisme des économies capitalistes répondaient ce productivisme bureaucratique qui était finalement avant tout la conséquence de la pression économique et politique exercée par les grandes puissances capitalistes sur ces régimes staliniens pas plus soucieux des peuples et de l'environnement que l'impérialisme. Que ces politiques se soient appuyées sur tout un discours sur le « *développement des forces productives* », sur « *l'édification du socialisme* », n'est que la conséquence du mensonge généralisé de leur propagande officielle. Ce productivisme n'a rien à voir avec le socialisme qui ne s'est jamais réduit à l'idée du « *développement des forces productives* » indépendamment de la satisfaction des besoins réels, humains, et donc du contrôle démocratique par la population de la marche de l'économie.

Ce ne sont pas les techniques qu'il faut remettre en cause mais bien les rapports de domination de classe. Leur développement est à la base de l'évolution des sociétés humaines, des rapports sociaux. Elles ont permis la révolution bourgeoise et leur développement crée aujourd'hui les conditions d'une nouvelle révolution. Leur utilisation prend un caractère de classe parce qu'elle est déterminée par les rapports sociaux, c'est-à-dire, sur le fond, par les intérêts des classes dominantes. Ce sont les classes possédantes qui donnent à l'utilisation des sciences et des techniques un caractère de classe en les intégrant à l'ensemble de leur organisation sociale, à leur appareil de production, comme des modes de consommation qu'elles imposent à toute la population.

Ce n'est pas le développement de la technique en soi qui fait qu'à l'heure de la mondialisation capitaliste l'impact de la société humaine sur l'environnement est devenu si important qu'il oblige à poser la question de sa prise en compte rationnel, de son évaluation, des choix nécessaires. C'est bien l'aveuglement des multinationales et des Etats prisonniers de l'économie marchande qui empêche tout contrôle démocratique mettant les technologies les plus modernes au service d'une gestion harmonieuse des activités humaines et de leurs effets sur l'environnement. C'est pour cela qu'il ne s'agit pas tant de trouver les nouvelles techniques « propres » ou de réduire la consommation sans rien changer à l'ensemble des rapports sociaux. Ne raisonner que par rapport à la technique condamne à l'impuissance car le problème est avant tout celui de l'organisation sociale, et donc de la façon dont sont utilisées ces techniques. Cela implique le contrôle démocratique par la population de l'organisation même de la production pour faire valoir d'autres critères que la rentabilité immédiate comme, par exemple, l'amélioration des conditions de travail ou la réduction de l'impact sur l'environnement. Ces critères, expression des besoins de la population, impliquent une tout autre logique que celle du capitalisme, mais leur mise en application ne sera elle-même possible que sur la base des progrès des connaissances scientifiques comme des techniques.

La question de la crise climatique, de par ses causes, de par l'ampleur des réponses qu'il faudrait y apporter, pose globalement la question de l'organisation de la société. Son aggravation récente, et le caractère destructeur pris par le développement de la production industrielle et des échanges à l'heure de la mondialisation, est la conséquence du caractère parasitaire de la domination de la bourgeoisie, de l'impasse de son système du point de vue des intérêts généraux de l'Humanité et de la préservation de son environnement.

... ou une remise en cause de l'ordre social

La crise climatique pose très concrètement le problème de l'incapacité du capitalisme à surmonter ses contradictions

internes, son incapacité à permettre un développement harmonieux, planifié démocratiquement, de l'ensemble de l'économie pour répondre aux besoins humains. Les solutions à cette crise passent donc par une remise en cause générale de ce système, par la contestation du pouvoir de la finance et des multinationales, par le contrôle démocratique par la population de l'économie. Ces solutions s'inscrivent pleinement dans la lutte des classes et la perspective d'un socialisme du XXI^{ème} siècle.

L'urgence de la situation ne fait pas de la question écologique une question à part, en dehors de l'urgence d'en finir avec le capitalisme mondialisé. Toute forme de solution écologique reposant sur les lois du marché n'est qu'un jeu de dupe. Les diverses solutions techniques que les scientifiques peuvent imaginer pour, par exemple, réduire les émissions de CO₂, n'ont de sens que sur la base d'une planification démocratique de l'économie, et donc d'une remise en cause du pouvoir de la finance, de la propriété privée des grands moyens de production. Les experts parlent d'une nécessaire baisse des émissions de CO₂ pour limiter l'augmentation de la température. Mais comment penser que cela pourrait être le résultat d'une simple décision gouvernementale, alors que cela remet en cause la logique même de tout le système ? Plus qu'un débat sur le pourcentage de réduction réellement nécessaire, le véritable enjeu du débat, c'est la prise de conscience de l'irresponsabilité des classes dominantes et de la nécessité d'une planification démocratique mondiale remettant en cause le « tout marché ». Et aussi la prise de conscience qu'imposer une telle planification implique un rapport de force social et politique favorable aux classes populaires, car elle ne se mettra pas en place par en haut, mais bien à travers les luttes sociales.

Il n'y a pas de réponse à la crise climatique hors d'une réponse globale impliquant la réappropriation sociale de l'ensemble de l'économie, c'est-à-dire le socialisme. Il n'y aura pas de réponse technique « écologique » hors d'un bouleversement social qui seul peut permettre, sur la base de la démocratie révolutionnaire et contre les intérêts de la finance et des classes dirigeantes, la mise en place d'une réelle planification de l'économie.

Dans les pays industrialisés, inverser la logique du « tout routier » implique une rupture avec les intérêts des trusts de l'automobile, du pétrole, de la grande distribution. Cela ne sera possible que si l'ensemble des salariés du public comme du privé se mobilise pour imposer, à travers un rapport de force social, des mesures d'urgence face aux conséquences sociales et écologiques de la crise comme, par exemple, la mise en place d'un véritable service public du transport et de l'énergie.

Mais c'est aussi vrai à l'échelle de l'ensemble de la planète où la question de la crise écologique est étroitement liée à la question de la paysannerie. Les solutions à cette crise écologique sont directement liées à la lutte pour s'opposer à la ruine de la paysannerie et à la prolétarianisation mondiale qui la frappe. Ainsi les agro-carburants, présentés comme une solution « écologique » à la crise climatique, se traduisent concrètement par l'expropriation de paysans pour permettre à des trusts de l'agroalimentaire de remplacer des cultures vivrières locales par de la canne à sucre pour l'exportation. Cette soi-disant solution technique entraîne ainsi le renforcement de l'agrobusiness et de l'agriculture intensive et dans le même temps, la ruine de petits paysans et la réapparition de la famine dans des pays comme l'Argentine ou le Brésil.

Plus que de rentrer dans le débat faussement technique et scientifique dans lequel voudrait nous enfermer les tenants d'un capitalisme vert, la responsabilité du mouvement démocratique et révolutionnaire est de mettre en avant des solutions politiques qui lient combat écologique et combat social parce qu'il s'agit d'un seul et même combat contre la mainmise de toute l'économie par les grandes multinationales, les grands groupes financiers. La crise climatique qui se confond avec la crise sociale, la crise alimentaire, est un des multiples aspects d'une crise structurelle du capitalisme et non, comme le disent la plupart des courants écologiques, une conséquence de l'activité humaine en général.

La crise climatique, écologique, remet la perspective du socialisme à l'ordre du jour parce qu'il n'y aura pas de réelle prise en compte des données de la science à l'échelle de l'économie mondiale sans une planification démocratique. Donc pas de solution sans sortir du capitalisme qui n'est pas seulement un mode de production productiviste, mais est surtout un mode de production incapable de planifier, de s'organiser sur le long terme en tenant compte d'autres critères que le profit le plus immédiat, la rentabilité du travail, les gains de productivité.

Même dans ses aspects les plus techniques, scientifiques, la question de la crise climatique est indissociable de la question sociale et de la démocratie, et donc de la lutte des classes. Le véritable combat pour sortir de la crise climatique c'est le combat pour créer les conditions sociales, politiques permettant une réelle prise en compte des données de la science. Cela implique d'en finir avec les lois aveugles du marché pour introduire la conscience, la raison, comme critères de l'organisation de l'économie mondiale, c'est-à-dire son contrôle démocratique par la population... le socialisme.

Bruno Bajou

[Au sommaire](#)